APPEL A PROPOSITIONS – DG EAC/09/2009

SOUTIEN EN FAVEUR DE PROGRAMMES OU DE DISPOSITIFS DE MOBILITE TRANSNATIONALE DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE

1. OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le présent appel à propositions est destiné à apporter un soutien, à titre expérimental, à la mobilité des artistes et des professionnels de la culture. Il vise à explorer de nouveaux dispositifs de financement de la mobilité au niveau communautaire dans l'optique de favoriser la diversité culturelle, d'atténuer les déséquilibres (entre les régions et entre les flux entrants et sortants) et de renforcer le dialogue interculturel. Les résultats obtenus aideront à déterminer dans quelle mesure les financements communautaires peuvent apporter de la valeur ajoutée dans l'action en faveur de la mobilité transnationale et, par conséquent, contribuer à la préparation du programme «Culture» pour la prochaine période de programmation, après 2013, ainsi qu'à l'élaboration des politiques.

Dans ce contexte, on entend par «artistes et professionnels de la culture» les artistes de toutes disciplines, les praticiens, les responsables d'institutions culturelles, les producteurs, les promoteurs, les chercheurs, les journalistes, les opérateurs et les intermédiaires du secteur de la culture.

Le concept de mobilité «transnationale» s'applique aux voyages de ces personnes en dehors de leur pays de résidence pour une représentation, une formation, une création, une coopération ou un échange à des fins professionnelles.

Le terme «culture» s'entend ici au sens large et, outre les activités culturelles et artistiques à proprement parler (arts vivants, arts visuels, patrimoine culturel et architectural, littérature), englobe également les industries culturelles, à savoir les secteurs qui conjuguent la création, la production et la commercialisation de biens et de services caractérisés par la nature incorporelle de leur contenu culturel, généralement protégé par le droit d'auteur. Aux fins du présent appel à propositions, ces industries incluent l'édition imprimée et le multimédia, la presse, la production cinématographique, audiovisuelle et phonographique, l'artisanat et le design.

Eu égard à l'objectif général ci-dessus, le présent appel à propositions vise à appuyer:

- la consolidation et le développement des programmes conjoints existants concernant la mobilité et la résidence des artistes, grâce à une coopération plus structurée et durable, y compris en augmentant la participation d'artistes de différents États membres de l'Union;
- la création de nouveaux programmes, formats ou projets structurés conjoints de mobilité, dont la résidence d'artistes.

La priorité sera donnée aux projets qui comportent une forte dimension européenne, sont axés sur le développement de la mobilité et ouvrent un accès à de nouveaux groupes cibles et à de nouvelles zones géographiques.

Le présent appel vise notamment à soutenir les programmes conjoints de mobilité et de résidence d'artistes:

- qui sont dotés d'une couverture géographique large au niveau de l'Union européenne et ouvrent des perspectives à des artistes et à des professionnels de la culture de pays de l'Union où les programmes et dispositifs de soutien à la mobilité sont moins développés;
- qui favorisent l'évolution professionnelle individuelle, le renforcement des capacités et l'exploration grâce à la rencontre, l'innovation artistique et l'engagement créatif par-delà les frontières, et ce, sans mission imposée;
- qui donnent aux artistes et aux professionnels de la culture le temps et les ressources nécessaires pour engager le dialogue avec la population locale, interagir avec leurs pairs et animer des ateliers ou des formations;
- qui favorisent la pérennisation des processus de mobilité en inscrivant dans la durée le soutien apporté, par exemple par des financements à l'appui du suivi, de la postproduction ou de la diffusion, ainsi qu'en aidant les artistes et les professionnels de la culture en déplacement à transférer leurs connaissances et à partager avec leurs pairs leur expérience en matière de mobilité;
- qui prévoient des processus d'évaluation axés sur les résultats plutôt que sur les réalisations des dispositifs de mobilité, et dont l'objectif serait d'évaluer, par exemple, l'incidence de la mobilité sur le travail et la vie des artistes et des professionnels de la culture ou encore les avantages économiques et sociaux plus généraux de la mobilité.

Les projets proposés pour un cofinancement doivent regrouper au minimum trois partenaires provenant de deux États membres au moins.

La Commission sera tenue informée de l'avancement du projet et invitée à participer à toute réunion utile.

2. CALENDRIER ET PERIODE D'ELIGIBILITE

Les candidatures doivent être envoyées à la Commission au plus tard le **15 mai 2009**.

Les activités dont le cofinancement est sollicité devront démarrer le **1^{er} décembre 2009** au plus tard. Les frais antérieurs au **15 mai 2009** ne seront en conséquence pas pris en considération.

La période d'éligibilité des coûts de chaque convention communautaire s'étendra sur vingt-quatre mois au plus.

Il est prévu d'informer les candidats des résultats de la sélection d'ici au mois d'**octobre 2009**. Les bénéficiaires devraient recevoir les conventions pour signature d'ici au mois de **novembre 2009**.

3. BUDGET DISPONIBLE

Le budget total affecté au cofinancement des projets est de 1 500 000 EUR.

Le montant des subventions variera de 50 000 EUR à 250 000 EUR. Une attention particulière sera accordée aux projets ayant un effet structurant dans le domaine culturel.

L'aide financière apportée par la Commission ne pourra excéder 70 % du total des coûts éligibles¹.

Le soutien communautaire sera subordonné à la bonne exécution des procédures administratives et financières.

Les montants mentionnés dans le présent document sont fonction de la mise à disposition des crédits nécessaires par l'autorité budgétaire.

La Commission européenne se réserve le droit de ne pas distribuer tous les fonds disponibles.

4. ORGANISMES ELIGIBLES

Les demandeurs éligibles doivent présenter les caractéristiques suivantes:

- être un organisme public² ou privé disposant de la personnalité juridique et d'une expérience attestée de deux années au moins dans le domaine culturel;
- avoir son siège social dans l'un des vingt-sept pays de l'Union européenne.

La participation des Points de contact culturels ou des organismes qui les hébergent en tant que candidat ou partenaire n'est pas autorisée.

Les projets proposés pour un cofinancement doivent regrouper au minimum trois partenaires³ provenant de deux États membres au moins.

Les projets pilotes étant financés par des fonds réservés aux États membres de l'Union, il est à noter que ni les coûts exposés par des organismes ou des personnes établis dans des pays tiers, ni les coûts exposés dans des pays tiers par des organismes ou des personnes établis dans les États membres de l'Union ne seront considérés éligibles dans le contexte du présent appel à propositions.

5. CRITERES D'ATTRIBUTION

Les projets éligibles seront évalués sur la base des critères suivants:

1. Conformité aux objectifs de l'appel à propositions (critère 1) (0-5 points)

¹ Articles 113, 167 et 172 des modalités d'exécution.

² Dans le contexte du présent cahier des charges, on entend par organisme public tout organisme dont une partie quelconque des frais est financée de plein droit par des fonds publics, que ce soit par les pouvoirs publics centraux, régionaux ou locaux. Ces frais sont ainsi financés par des fonds du secteur public levés par voie d'imposition, d'amendes ou de commissions réglementées par la loi, sans passer par un processus de demande, qui pourrait faire obstacle à l'obtention des fonds. Les organismes dont l'existence est tributaire de fonds publics et qui perçoivent des subventions année après année, mais qui sont théoriquement susceptibles de ne pas obtenir de fonds une année donnée, sont considérés par la Commission comme des organismes privés.

³ On entend par «au minimum trois partenaires» le coordonnateur et au moins deux autres partenaires.

L'évaluation portera sur la mesure dans laquelle les activités proposées peuvent favoriser la réalisation des objectifs de l'appel à propositions:

- la consolidation et le développement des programmes conjoints existants concernant la mobilité et la résidence des artistes, grâce à une coopération plus structurée et durable, y compris en augmentant la participation d'artistes originaires de différents États membres de l'Union (au minimum trois partenaires d'au moins deux États membres);
- la création de nouveaux programmes, formes ou projets structurés conjoints de mobilité, dont la résidence d'artistes (au minimum trois partenaires d'au moins deux États membres).

Les projets ne pourront bénéficier d'un soutien que s'ils répondent aux objectifs suivants:

- être dotés d'une couverture géographique large au niveau de l'Union européenne et ouvrir des perspectives à des artistes et à des professionnels de la culture de pays de l'Union où les programmes et dispositifs de soutien à la mobilité sont moins développés;
- favoriser l'évolution professionnelle individuelle, le renforcement des capacités et l'exploration grâce à la rencontre, l'innovation artistique et l'engagement créatif par-delà les frontières, et ce sans mission imposée;
- donner aux artistes et aux professionnels de la culture le temps et les ressources nécessaires pour engager le dialogue avec la population locale, interagir avec leurs pairs et animer des ateliers ou des formations;
- favoriser la pérennisation des processus de mobilité en inscrivant dans la durée le soutien apporté, par exemple par des financements à l'appui du suivi, de la postproduction ou de la diffusion, ainsi qu'en aidant les artistes et les professionnels de la culture en déplacement à transférer leurs connaissances et à partager avec leurs pairs leur expérience en matière de mobilité;
- prévoir des processus d'évaluation axés sur les résultats plutôt que sur les réalisations des dispositifs de mobilité, et dont l'objectif serait d'évaluer, par exemple, l'incidence de la mobilité sur le travail et la vie des artistes et des professionnels de la culture ou encore les avantages économiques et sociaux plus généraux de la mobilité.

2. Valeur ajoutée et dimension européennes (critère 2) (0-5 points)

Concernant le critère «Valeur ajoutée et dimension européennes» des activités proposées, l'évaluation portera sur les aspects suivants:

- la façon dont les objectifs, la méthode et la nature de la mise en réseau ou de la coopération entreprise s'inscrivent dans une perspective dépassant les intérêts locaux, régionaux ou nationaux et visant à développer des synergies au niveau européen;
- la façon dont la coopération et le partenariat se fondent sur l'échange mutuel d'expérience et débouchent sur un résultat final qualitativement différent de la somme des activités particulières menées à l'échelle nationale, régionale ou locale, produisant ainsi des interactions multilatérales concrètes de nature à favoriser la réalisation d'objectifs partagés.

Une attention particulière sera accordée aux éléments suivants:

- l'action en faveur d'un rééquilibrage des flux «sortant» et «entrant» de la mobilité par l'accueil de davantage d'artistes et/ou professionnels de la culture originaires de différentes parties d'Europe;
- le développement d'une perspective plus internationale par l'accueil et l'envoi à l'étranger d'artistes de différentes nationalités, ainsi que par une action en faveur des échanges et des projets conjoints entre ces artistes;
- un meilleur accès à la mobilité pour les artistes et les professionnels de la culture issus d'horizons plus diversifiés;
- un meilleur accès à la mobilité pour les artistes et les professionnels de la culture originaires de pays où les programmes et dispositifs d'aide en faveur de la mobilité sont moins développés.

3. Qualité des activités proposées (critère 3) (0-5 points)

L'évaluation portera sur la conception du projet et des activités ultérieures proposés et la mesure dans laquelle ils peuvent être réalisés avec un degré d'excellence élevé. À cet égard, les aspects suivants seront appréciés:

- les compétences et l'expérience des personnes chargées de l'encadrement et de la réalisation des activités;
- la pertinence des activités proposées en fonction du public cible ou des bénéficiaires, de leur incidence sur le grand public et de leur dimension sociale;
- la cohérence entre les activités proposées et le budget, ainsi que la ventilation précise du budget;
- la qualité de la demande et du budget: le sérieux et l'exhaustivité de la demande, la clarté et la pertinence de la méthode proposée, la clarté de la description du projet du point de vue des objectifs, des activités et des réalisations;
- le degré d'originalité, d'innovation et de créativité des activités proposées;
- la qualité de la méthode d'évaluation des répercussions du projet.

4. Qualité du partenariat (critère 4) (0-5 points)

La coopération entre des partenaires issus de différents États membres est au cœur même du présent appel à propositions. À cet égard, les aspects suivants seront appréciés:

- la nature et la pérennité des partenariats en vue d'apporter une valeur ajoutée en faveur de la mobilité par rapport aux activités de chaque partenaire prises isolément;
- le niveau de coopération et d'engagement de chaque partenaire dans la conception, la réalisation et le financement du projet: le nombre de partenaires participant au projet, la répartition géographique des organismes participants et leur rôle précis dans la coopération;

- le rôle et la contribution de chaque partenaire à la gestion du projet: la méthode de gestion appliquée aux activités proposées, la clarté des tâches assignées aux membres du personnel et une description précise du rôle de chaque partenaire associé au projet.

5. Niveau attendu des réalisations (critère 5) (0-5 points)

Les activités proposées devront avoir un effet aussi bien direct qu'indirect sur autant de personnes que possible. À cet égard, les aspects suivants seront appréciés:

- le nombre de professionnels de la culture censés bénéficier, directement et indirectement, des activités proposées;
- le nombre d'États membres de l'Union qui bénéficieront des activités proposées;
- le nombre d'activités réalisées pour encourager l'interaction des artistes en visite avec la population locale;
- le nombre de personnes (public) ciblées par les activités faisant intervenir la population locale.

6. Stratégie de communication et de diffusion (critère 6) (0-5 points)

Les résultats des activités proposées devront, au-delà de l'obligation légale d'utiliser le logo de l'Union, être diffusés et promus de manière adéquate. À cet égard, les aspects suivants seront appréciés:

- la pertinence du plan de communication et de diffusion;
- la pertinence et l'adéquation du budget alloué au plan de communication et de diffusion par rapport à l'incidence directe et indirecte attendue.

7. Incidence à long terme – pérennité (critère 7) (0-5 points)

Les projets devront engendrer des résultats et une coopération à long terme aussi importants que possible et inspirer d'autres promoteurs éventuels. À cet égard, les aspects suivants seront appréciés:

- la mesure dans laquelle les activités proposées pourront déboucher sur une coopération soutenue et pérenne, des activités complémentaires ou des avantages durables à l'échelle européenne, et contribuer à long terme au développement de la coopération culturelle en Europe;
- la mesure dans laquelle les activités proposées pourront susciter de nouvelles initiatives à l'avenir en matière de coopération culturelle.

6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Le texte intégral de l'appel à propositions et les formulaires de demande sont disponibles à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/culture/index_fr.htm. Les

demandes doivent répondre aux exigences figurant dans le texte intégral et être présentées à l'aide du formulaire fourni.